

Pouvoir d'emprunt—Loi

A toutes fins utiles, ceux qui sont chargés d'établir la politique publique ont carrément abandonné l'idée de rétablir la stabilité des prix. Plutôt que de chercher à juguler complètement l'inflation, la politique vise actuellement des buts moins ambitieux, comme celui de contenir le taux d'inflation à un peu plus de 10 p. 100. Il s'agit donc d'atteindre tout d'abord les objectifs minimaux de productivité et d'emploi et de remettre à plus tard la question de l'inflation.

Voici ce qu'il ajoute par la suite:

... jamais en Amérique du Nord les gens ne se sont tant attendus à des taux d'inflation aussi élevés... il a fallu des années pour modifier leurs anticipations, et maintenant que c'est chose faite, il ne sera pas facile de les inverser.

On considère généralement que les principaux facteurs d'inflation sont le manque de discipline fiscale et monétaire et les interventions du gouvernement. Par exemple, la création de crédit au Canada s'est appuyée sur un taux d'expansion annuel de 16 p. 100 en dix ans dans le secteur des opérations bancaires intérieures. Plus récemment, les gouvernements fédéraux américain et canadien ont présenté une série de budgets très déficitaires. On a beau savoir que la dépense effrénée de fonds publics et l'impression de billets de banque ont des conséquences inflationnistes, cela n'a abouti à aucun effort soutenu pour enrayer les dépenses publiques ou le taux d'expansion du crédit.

Cet éminent économiste conclut que nous sommes aux prises avec un taux d'inflation qui dépasse 10 p. 100 et que le gouvernement libéral et d'autres en Amérique du Nord ne font rien pour en venir à bout. A la lumière de cette analyse, il faut être fou pour investir \$1 dans une obligation à long terme. Personne ne veut investir dans ce genre d'obligations, sachant que nous aurons à endurer un taux d'inflation de 10 ou 12 p. 100 non seulement cette année mais le reste de la décennie, et peut-être même plus longtemps. Le marché des obligations à long terme disparaîtra, ce qui compromet toute la structure financière du pays.

Si je cite ces autorités, c'est pour être en mesure de dire que je ne suis pas le seul à penser ainsi. Je ne suis pas un économiste de renom; je ne suis qu'un avocat et un homme politique qui a fait de son mieux pour étudier le problème et qui en a tiré quelques conclusions. Mais je cite exprès des économistes éminents pour montrer dans quelle situation nous nous trouvons. Rien ne nous laisse croire que le présent gouvernement tentera de nous en tirer. Tout ce que le gouvernement nous sert, c'est de l'épate et de l'hypocrisie. Le document du 28 octobre n'était pas un budget, mais un programme énergétique étranglé qui a coincé toute l'industrie pétrolière et gazière de notre pays dans une gigantesque hernie. Il a compromis tout l'avenir que nous pouvions escompter en développant notre secteur énergétique.

Je vous renvoie à un autre article du numéro de janvier de la revue *Executive*. Il s'intitule «Les affaires: Qu'est-ce qui nous attend?» et son auteur, Peter Cook, y signale les résultats du manque de prévision en ces termes:

Le budget que le ministre des Finances, Allan MacEachen, a présenté en octobre ne semblait à peu près pas, à l'époque, répondre aux besoins de l'économie canadienne en 1981. Or, en ce début de l'année, il commence à paraître dangereusement inadéquat, tant par rapport aux forces économiques qui sont en jeu dans l'économie nord-américaine que par rapport au besoin urgent des Canadiens d'un retour à une croissance non-inflationniste avec accent sur la demande.

● (1600)

C'était ce à quoi nous visions dans notre budget de décembre 1979. Il poursuit ainsi:

Le budget s'attaque d'abord aux consommateurs en majorant le prix de l'énergie et les taux d'assurance-chômage.

Une chose qui s'avérera beaucoup moins habile cependant c'est la poursuite d'une politique incompatible avec la lutte contre l'inflation, et d'une certaine manière incompatible avec la position monétaire de la Banque du Canada, ainsi qu'une politique énergétique incertaine qui tend à désorganiser les projets d'investissement des entreprises privées.

Quand on commence à prendre des mesures discriminatoires à l'égard de certains types d'investissement, le doute s'empare du monde des affaires.

L'auteur poursuit ainsi son analyse.

La Banque du Canada devra se demander si les mesures désastreuses du budget MacEachen ne vont pas entraîner une nouvelle chute du dollar.

Et le reste et le reste.

Le budget MacEachen, en mettant l'accent sur le secteur de l'énergie, les ressources naturelles et la mainmise étrangère, s'attaque directement à un secteur où l'investissement avait encore une certaine vigueur.

Puis il ajoute:

Mais dans le secteur énergétique il suffit de reporter ou d'annuler un petit nombre de projets pour supprimer 2.5 milliards de projets d'investissement pour l'année en cours. De sorte que les projets d'investissement dans ce secteur au lieu de passer de 5.6 à 7 milliards cette année, ne s'établiront qu'à 4.5 milliards. A lui seul, cet écart représente une chute de 1 p. 100 du taux de croissance prévu pour cette année.

C'est là où nous mène le ministre des Finances. C'est lui le grand responsable. C'est lui dont la politique néfaste réduit la croissance du PNB. C'est lui qui freine les seules forces capables d'aider le Canada et de relancer l'économie au cours des années 80, le secteur énergétique.

Ce n'est pas moi qui affirme ces choses. Il y a des douzaines d'articles de ce genre. Chaque fois qu'on jette un coup d'œil dans le journal, qu'on parle à un éditorialiste ou à un économiste, la conclusion est la même, mais le gouvernement maintient aveuglément sa politique désastreuse et nous demande même l'autorisation d'emprunter 14 milliards. Au grand jamais, monsieur l'Orateur, nous n'allons donner cette autorisation. S'il la veut cette autorisation, il va devoir nous l'arracher. Il devra nous l'arracher. Il devra la prendre de force en se servant de sa majorité, mais nous ne la lui accorderons certainement pas de plein gré.

Je pourrais continuer ainsi. J'ignore combien de temps il me reste. Je me contenterai de donner un bref aperçu de certains articles de journaux. Voici ce qu'on peut lire dans un article publié dans la *Gazette* de Montréal, sous le titre «Les travailleurs canadiens perdent du terrain du point de vue salaire»:

En 1975, le salaire des travailleurs de l'industrie manufacturière canadienne était au deuxième rang des salaires versés dans les dix premiers pays industrialisés du monde; l'année dernière, il est tombé à l'avant-avant-dernière place.

Voilà le progrès offert par les libéraux. «La Banque de Montréal prévoit un taux d'inflation de près de 12 p. 100.» «MacEachen favorise une politique graduée.» C'est bien vrai. Il favorise une politique graduée dès qu'il s'agit d'apporter des améliorations. «L'économie devrait vaciller vers une reprise partielle.» M. MacEachen a fait vaciller notre économie et, tant qu'il restera à son poste, elle continuera à vaciller. Je n'énumérerai pas toutes les prédictions qui ont été faites pour l'année 1981. Elles sont lamentables et déplorables.

«Les membres de Syncrude laissent tomber un projet d'expansion de 2 milliards de dollars.» Voilà ce que nous a donné le grand Lalonde, ce vautour qui laisse planer au-dessus de nos têtes la menace que constitue sa politique rapace. «Les membres de Syncrude renoncent au projet d'expansion de 2 milliards de dollars» qu'ils comptaient consacrer à l'exploitation des sables bitumineux et de pétrole lourd que ce grand vautour a déjà fait arrêter net.

«L'investissement dans le secteur de l'énergie sur lequel on comptait pour faire repartir l'économie est maintenant considéré comme un point faible,» affirme T. A. Wilson, directeur de la science économique à l'université de Toronto.